

Le service jésuite aux réfugiés

John E. Costello sj¹

Parler du Service jésuite aux réfugiés (SJR) du Canada et de ses réalisations, c'est d'abord reconnaître l'immense travail accompli à Montréal, dans les années 1980 et 1990, par Louis-Joseph Goulet et André Lamothe, tous deux jésuites. L'âge d'or du travail réalisé par le SJR a effectivement atteint son sommet avec l'accueil au Québec de milliers de réfugiés vietnamiens et cambodgiens. L'implication du SJR se poursuit aujourd'hui, mais de façon plus discrète.

André Lamothe s'est dévoué 24 heures par jour pour les nouveaux arrivants vietnamiens, leur apportant l'aide nécessaire à leur établissement et au développement d'un sentiment d'appartenance à leur terre d'accueil. Plus que des réponses à des besoins physiques, André Lamothe a su offrir, pendant de longs mois, un accompagnement personnel et pastoral à de nombreuses familles. Ces relations tissées au fil des années l'ont amené à présider au baptême, à la première communion ou au mariage de membres de plusieurs générations d'une même famille. Il s'agit d'une histoire de fidèle compagnonnage. Louis-Joseph Goulet et André Lamothe ont véritablement vécu la mission fondamentale du SJR telle qu'exprimée par le Père Arrupe en 1981, à savoir « accompagner, servir et défendre les réfugiés ».

Un personnel peu nombreux mais très actif !

Le travail réalisé dans la partie anglophone du Canada à l'égard des réfugiés partage cette même

vision de fidélité, mais elle se traduit de manières différentes. Comme au Québec, le personnel jésuite disponible à Toronto est peu nombreux. Jusqu'à tout récemment, il n'y avait que deux personnes assignées au SJR. Il s'agissait de Richard Soo sj et de moi-même. Mais Richard Soo nous a quitté il y a peu pour se consacrer à un autre projet jésuite, à Winnipeg, et mon propre engagement au SJR en est un parmi les autres qui m'occupent au *Jesuit Center for Social Faith and Justice*.

Miser sur la collaboration

Ne disposant pas d'une équipe de travail au sein même du SJR, j'ai commencé à travailler il y a déjà plusieurs années en collaboration avec d'autres groupes voués à l'accueil ou à la défense des réfugiés. C'est véritablement l'engagement avec des chercheurs, des avocats et des intervenants d'autres communautés religieuses, Églises et organisations non gouvernementales et laïques qui a formé ma communauté de travail avec les réfugiés. Ces intervenants ont également

constitué ma source principale de formation et de support. Cette décision de travailler en collaboration avec d'autres groupes a été la source d'un grand enrichissement pour moi. Sans cette précieuse collaboration, et sans celle des réfugiés eux-mêmes, il m'aurait été impossible de mener à bien tout le travail réalisé.

Pendant les dix années où j'étais directeur du Regis College, institut jésuite de théologie rattaché à l'Université de Toronto, j'étais engagé activement à la Maison Romero pour les réfugiés, maison qui a ouvert ses portes aux débuts des années 1990. Il s'agit d'un centre qui vient en aide aux réfugiés qui arrivent au pays sans aucun bagage. Je maintiens encore aujourd'hui des liens étroits avec cette maison. Au début, le projet a commencé avec une seule maison, mais il s'est rapidement développé pour occuper trois maisons dans un même quartier. Il en compte maintenant quatre en plus d'un centre administratif qui sert également de centre de rencontre et d'activités pour les nouveaux arrivants ou pour d'autres organisations de la région de Boor-Keele, à Toronto.

¹ L'auteur est directeur du Jesuit Center for Social Faith and Justice à Toronto. Il travaille également pour le Service jésuite aux réfugiés (SJR). Il a aussi travaillé à la Maison Romero pour les réfugiés ainsi qu'à l'Institut jésuite de théologie à l'université de Toronto.

La Maison Romero est catholique dans ses origines et dans sa spiritualité. La directrice, Mary Jo, ainsi que les six bénévoles qui y travaillent débutent leur journée par une prière. Mais ce qui distingue le plus le travail de la Maison est l'accent qui est mis sur la communauté. Nous offrons de l'hébergement et de l'accompagnement pendant les démarches que font les réfugiés auprès des services sociaux, mais toujours en invitant chaque réfugié et chaque famille à devenir partie prenante de la communauté.

L'importance de la communauté

Mary Jo, la directrice, ainsi que les six jeunes volontaires vivent à la maison avec les réfugiés. Ils forment, par leur présence permanente, le cœur de la communauté d'accueil pour les nouveaux arrivants. Ils sont là pour et avec les réfugiés, ils partagent leurs joies et leurs peines et les aident à se sentir plus

et souvent ils le font sans même y être invités !

En effet, quand les personnes commencent à se sentir chez-elles, ici, elles peuvent grandement contribuer à l'accueil de nouveaux arrivants de toutes provenances, tout en recevant en retour beaucoup d'eux. Ensemble, ils partagent leurs chants, leurs danses, leurs mets nationaux et, à travers l'apprentissage de la langue, ils partagent aussi leurs pensées et leurs sentiments, leurs peurs et leurs espoirs.

Cet accompagnement par la communauté est sans doute ce qui est le plus profond. Quand les réfugiés sont acceptés par le Canada, car ils ne le sont pas tous, nous les aidons à déménager dans leur propre appartement, à se procurer leur premier ameublement et les invitons à demeurer des membres actifs de la Maison Romero en participant à nos fêtes, nos célébrations liturgiques, s'ils sont chrétiens, à nos réunions et projets futurs. La plupart sont ravis de le faire. Et tous sont d'accord : le Canada devient pour eux une vraie demeure, principalement parce que la Maison Romero a été leur chez-soi dès leur arrivée.

Je suis associé à cette maison de différentes façons. D'abord en tant que membre du Conseil d'administration, mais aussi comme un compagnon et un pasteur lors des célébrations et pour ceux qui cherchent une forme d'accompagnement spirituel. Même les musulmans m'acceptent dans ce rôle. J'y suis aussi associé en tant que coordinateur et responsable de la levée de fonds pour le camp de vacances familiales que nous réalisons chaque été au Centre jésuite *Anishinabe*.

Il s'agit ici d'une collaboration jésuite qui existe depuis que le père Robert Foliot, jésuite, est le supérieur du district de Manitoulin. Pour moi, ce camp marque une mission commune de l'Église, que ce soit au service des autochtones ou dans mon propre service auprès des réfugiés – dont certains le sont d'ailleurs dans leur pays d'origine.

Un engagement encore plus large

Mais mon travail auprès des réfugiés s'est étendu plus largement. Pendant deux ans, j'étais président de l'*Inter-Church Coalition for refugees* (ICCR) où j'avais des contacts œcuméniques avec d'autres gens travaillant auprès des réfugiés en établissement, dans le milieu carcéral, dans la recherche, au niveau administratif, sur des questions légales concernant des enjeux internationaux, avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et avec des intervenants engagés auprès des personnes ayant été victimes de torture.

Pendant ces années, j'ai pu prendre conscience de l'immense générosité et de tout le savoir dont font preuve les personnes de diverses Églises qui travaillent dans le domaine depuis de nombreuses années. Cette coalition, dans le Canada anglais, est maintenant intégrée à une nouvelle organisation œcuménique appelée *Kairos* et le travail continue d'une façon plus modeste.

Au cours des dix dernières années, le Service jésuite aux réfugiés a fait partie de la *Coalition interconfessionnelle pour l'asile religieux* du sud de l'Ontario, un groupe œcuménique qui s'intéresse

Une seule fois au cours de ces dix années nous avons aidé une famille à entrer en sanctuaire après avoir épuisé toutes les alternatives dans le but de faire changer la décision de renvoi par le gouvernement.

en confiance et en sécurité. Ils leur apportent également une aide dans la préparation de leur audience devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié qui déterminera leur statut au Canada. Assez rapidement, les réfugiés sont à leur tour invités à accueillir des nouveaux arrivants,

à la situation des gens pour qui le statut de réfugié se voit refusé. Une seule fois au cours de ces dix années nous avons aidé une famille à entrer en sanctuaire après avoir épuisé toutes les alternatives dans le but de faire changer la décision de renvoi par le gouvernement. Il s'agit là d'une démarche d'accompagnement extrêmement exigeante pour la famille comme pour les accompagnateurs.

Faire face aux faiblesses de l'approche gouvernementale canadienne

Au cours des dernières années, notre préoccupation et nos activités de défense des droits des réfugiés ont été dirigées de façon croissante vers le gouvernement canadien. En effet, le gouvernement canadien a progressivement resserré l'application des critères dans l'octroi du statut de réfugié alors que les décisions négatives ne peuvent toujours pas être portées en appel. De plus, notre gouvernement a accentué sa coopération avec les États-Unis, hautement préoccupé par la sécurité, et il a utilisé ce prétexte pour resserrer davantage le contrôle sur l'entrée des demandeurs d'asile au Canada. À plusieurs égards, ces nouvelles pratiques contreviennent aux engagements du Canada contre le refoulement des personnes vers un pays où elles pourraient être victimes de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

J'ai alloué un temps considérable à écrire des lettres aux ministres successifs de l'Immigration et de la Citoyenneté, afin de protester publiquement contre certaines décisions et de défendre le « droit de savoir » pour les

réfugiés qui attendent dans l'incertitude pendant des mois, voire des années, la réponse à leur demande de statut ou de réunification familiale (des personnes sont restées en attente de réponse pendant neuf ans et même plus !). Il y a deux ans, le SJR a participé à la production d'un rapport adressé au parti libéral intitulé : *Canada's Future: A Good Country or Colony of an Imperial Power* ?

Plus récemment, j'ai eu l'occasion, conjointement avec une autre personne, de représenter la *Coalition interconfessionnelle pour l'asile religieux* lors d'une présentation devant le *Parliamentary Standing Committee for Citizenship and Immigration* au sujet de l'entente sur les tiers pays sûrs signée avec les États-Unis. Cette entente réduira de façon considérable le nombre de demandes d'asile aux frontières terrestres du pays. Deux réfugiés nous ont alors accompagnés afin de témoigner devant le comité de leur expérience et des raisons pour lesquelles, dans un premier temps, ils ont quitté la Colombie pour les États-Unis et de pourquoi, dans un deuxième temps, ils ont quitté les États-Unis pour le Canada. L'accueil du comité fut alors très bonne. La réaction la plus chaude fut sans doute celle de Madame Meili Faille du Bloc Québécois qui a démontré une bonne compréhension de la situation dans laquelle se trouvent les réfugiés.

Et sur la scène internationale

Mon engagement sur la scène internationale avec le SJR a pris deux directions à l'intérieur de la Compagnie de Jésus : l'une est en relation avec l'Amérique latine,

particulièrement avec la Colombie. Le SJR-Canada fait partie du comité plénier du Service jésuite latino-américain pour les réfugiés et les migrants. C'est tout récemment seulement que les « migrants » se sont vus inclus dans la mission du SJR alors que le nombre de travailleurs migrants en provenance d'Amérique latine vers l'Amérique du Nord est en nette croissance. Ils sont d'ailleurs aujourd'hui beaucoup plus nombreux que les réfugiés.

Il s'agit d'une excellente occasion pour connaître leur situation et pour partager avec les confrères jésuites d'Amérique latine sur l'expérience canadienne car, contrairement à plusieurs pays d'Amérique latine dont des ressortissants doivent immigrer ou trouver refuge à l'extérieur, le Canada est un pays qui en reçoit.

L'une des réalisations les plus positives dans cette collaboration entre les SJR du Canada et de la Colombie est l'entente selon laquelle les membres les plus anciens du personnel viennent, tour à tour, pour un séjour de huit mois à Toronto afin d'y apprendre l'anglais. Ce nouvel outil leur permettra de faire de la recherche de fonds en Europe, de communiquer plus largement par Internet, et d'entrer en contact avec leurs partenaires des États-Unis.

Ce programme de collaboration qui implique pour nous de la recherche de fonds, de l'accueil de partenaires colombiens, des démarches administratives nécessaires à leur séjour, des suivis, de procurer de l'hébergement et de l'habillement pour la saison froide s'est avéré être une excellente façon de collaborer et de servir auprès des réfugiés. Cela a aussi

été l'occasion de créer des liens d'amitié entre le SJR du Canada et celui de la Colombie. J'aimerais d'ailleurs pouvoir affirmer que mon espagnol a été grandement amélioré mais ce n'est malheureusement pas le cas !

Un autre aspect du travail sur la scène internationale se réalise à travers les contacts avec Genève et Rome. Il s'agit de la défense des droits des réfugiés. Le Conseil canadien pour les réfugiés, dont le SJR est membre, tente d'obtenir plus d'informations sur les pratiques « d'interdiction » ou d'interception, une pratique en regard de laquelle le gouvernement canadien exige des compagnies aériennes le contrôle, dans les aéroports du monde, des documents des voyageurs étrangers en partance pour le Canada. Les voyageurs trouvés en possession de documents frauduleux se font alors interdire de monter à bord. Cependant, personne n'est autorisé à demander au voyageur si c'est dans le but de trouver refuge et de fuir la persécution qu'il tente de partir pour le Canada.

À notre avis, certaines de ces personnes sont des demandeurs d'asile légitimes mais, en raison de la peur ressentie et faute de ne pouvoir rencontrer un agent du gouvernement canadien, ces personnes ne déclarent pas être à la recherche de refuge. Nous tentons de travailler en collaboration avec le SJR-Europe afin de faire la lumière sur l'interdiction faite, en 2004, à 7400 personnes de monter à bord d'un avion en direction du Canada.

Le travail du SJR est à la fois un travail d'éducation à la mondialisation et au rapprochement. Je donne présentement un cours

à l'institut de théologie intitulé « Grâce et mondialisation ». La littérature proposée dans le cadre de ce cours montre les liens étroits entre l'économie, le capitalisme néolibéral et les migrations résultant, particulièrement dans les pays du sud, du mouvement forcé de populations dû aux troubles économiques, ethniques, politiques et sociaux. L'histoire et l'expérience des réfugiés que nous côtoyons chaque jour à la Maison Romero confirme les liens dont je parle dans mes cours.

Un travail porteur de grands questionnements

Un document rédigé il y a quelques années pour le Conseil mondial des Églises se terminait par la réflexion suivante : Un monde sans frontières est-il possible ? En d'autres termes, on se demandait ce qui arriverait si les personnes pouvaient franchir les frontières aussi facilement que peuvent le faire les produits et les transactions monétaires.

Qu'arriverait-il si nous ne « défendions » pas nos frontières comme les NÔTRES et si les pays accueillaient tous ceux qui s'y présentaient ? Qu'arriverait-il si nous aidions régulièrement les populations avec la même générosité que celle que nous avons

montrée envers les victimes des tsunamis ? Enfin, si leur vie était plus en sécurité, si la nourriture et l'eau leur étaient plus disponibles, les soins de santé et l'éducation plus accessibles, les gouvernements plus justes et équitables, les réfugiés quitteraient-ils leur pays ? Souhaiteraient-ils le faire ?

Mon travail au sein du SJR m'a amené à pouvoir contempler plus profondément le sens de la fraternité. Et la bonté de tant de gens manifestée dans des gestes anonymes m'a confirmé avec les années que l'Esprit Saint est véritablement à l'œuvre dans le monde et que, comme l'affirme le Forum social mondial, « Un autre monde est possible ! » J'entends dans ces mots résonner les paroles d'Isaïe : « Voici que je fais toutes choses nouvelles ; ne le voyez-vous pas ? »

Traduit de l'anglais par Stéphanie Arsenault.